



KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein - BP 41125
44311 NANTES CEDEX 3

Mazars
9 rue Maurice Fabre
35 000 RENNES

Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Séché Environnement S.A.
Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09
Ce rapport contient 33 pages

Séché Environnement S.A.

Siège social : Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09

Capital social : 1 571 546 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux actionnaires de la société Séché Environnement SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Séché Environnement S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « A – Faits marquant de l'exercice » qui expose le changement de méthode comptable relatif aux écarts actuariels sur engagements de retraite et avantages assimilés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Risques identifiés

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2019 pour un montant net de 357,8 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur estimative représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 4 de l'annexe, la valeur estimative est déterminée par la direction pour les sociétés intégrées globalement, en tenant compte d'une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie de chaque société nette de l'endettement et pour les sociétés mises en équivalence en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette consolidée.

La détermination de la valeur estimative de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour apprécier les valeurs estimatives. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives aux flux prévisionnels de trésorerie de ces participations, ainsi qu'à la détermination de taux d'actualisation et de croissance à l'infini appropriés appliqués à ces flux.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs estimatives des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté

principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :

- vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités ;
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis

par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Séché Environnement S.A. par vos assemblées générales de 1997 pour le cabinet KPMG et de 2018 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2019, le cabinet KPMG était dans la 23^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 2^{ème} année, dont respectivement 22 et 2 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

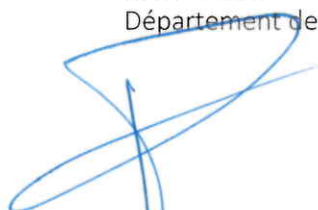
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Nantes et Rennes, le 10 mars 2020

KPMG Audit
Département de KPMG SA



Franck Noël
Associé



Gwenaël Chedaleux
Associé

MAZARS



Ludovic Sevestre
Associé



ETATS FINANCIERS SOCIAUX

31 DECEMBRE 2019

BILAN

Actif (en euros)	2018	2019		
	Net	Brut	Amort & prov	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles	43 698	194 440	173 809	20 631
Immobilisations corporelles	64 069	751 967	690 251	61 716
Immobilisations financières :				
- Titres de participation	311 314 255	505 638 697	147 835 930	357 802 766
- Prêts et créances	35 671 217	45 721 783		45 721 783
- Autres immobilisations financières	3 325 670	6 686 810	3 535 397	3 151 413
Total Actif Immobilisé	350 418 908	558 993 695	152 235 387	406 758 308
Actif Circulant :				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande	422 146	432 459		432 459
Créances clients et comptes rattachés	4 202 497	5 067 089		5 067 089
Autres créances	102 171 238	135 639 219	28 500	135 610 719
Valeurs mobilières de placement	20 000 000	15 004 000		15 004 000
Disponibilités	27 641 962	45 556 283		45 556 283
Total Actif circulant	154 437 843	201 699 051	28 500	201 670 551
Charges constatées d'avance	17 584	9 875		9 875
Charges de régularisation	2 348 004	2 153 904		2 153 904
Ecart de conversion actif		603 426		603 426
Primes de Remboursement des Obligations				
TOTAL ACTIF	507 222 340	763 459 952	152 263 887	611 196 064

Passif (en euros)	2018	2019
Capital	1 571 546	1 571 546
Primes d'émission	74 061 429	74 061 429
Réserves :		
- Réserve légale	172 697	172 697
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à Nouveau	12 992 049	18 044 640
Résultat	12 461 360	33 387 735
Subventions		
Provisions réglementées	1 041	1 279
Total Capitaux Propres	101 260 122	127 239 327
Autres fonds propres	80 868	40 434
Provisions pour risques et charges	33 557 146	34 093 127
Total Provisions pour risques et charges	33 557 146	34 093 127
Dettes financières et assimilées	310 898 021	391 676 634
Av. et acptes reçus sur commandes en cours	5 624	2 299
Fournisseurs et comptes rattachés	3 591 920	10 711 228
Autres	57 762 166	47 396 947
Total Dettes	372 257 732	449 787 109
Produits constatés d'avance	30 781	31 280
Ecart de conversion passif	35 691	4 788
TOTAL PASSIF	507 222 340	611 196 064

COMPTE DE RESULTAT

(en euros)	2018	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	12 152 145	12 434 447
Total Chiffre d'affaires	12 152 145	12 434 447
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	37 727	11 853
Reprises sur amortissements et provisions et transferts de charge	2 637 849	421 824
Autres Produits	5	70
Total Produits d'exploitation	14 827 726	12 868 194
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats et charges externes	(14 227 633)	(12 621 207)
Variation de stock		
Impôts, taxes et versements assimilés	(375 805)	(675 733)
Salaires et traitements et charges sociales	(4 508 858)	(4 490 750)
Dotations aux amortissements et provisions	(2 222 513)	(673 004)
Autres charges	(124 222)	(139 176)
Total Charges d'exploitation	(21 459 032)	(18 599 871)
Résultat d'exploitation	(6 631 306)	(5 731 677)
Produits financiers	26 383 924	47 333 320
Charges financières	(23 104 694)	(11 916 361)
Résultat financier	3 279 229	35 416 960
Résultat courant avant impôt	(3 352 077)	29 685 282
Résultat exceptionnel	6 772 218	(5 451 019)
Participation des salariés aux résultats		
Intéressement		
Impôts sur les bénéfices	9 041 219	9 153 472
Résultat net	12 461 360	33 387 735

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en euros)	2018	2019
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Marge brute d'autofinancement sociétés intégrées	22 499 065	34 435 147
Variation de BFR	(12 935 530)	(41 185 844)
Flux de trésorerie généré par l'activité	9 563 534	(6 750 697)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Trésorerie Nette sur acquisitions, cessions stés	68 901	(43 675 207)
Subventions d'investissement encaissées		
Acquisitions d'immobilisations	(12 401 664)	(24 383 123)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôts	13 144 811	14 515 779
Titres non consolidés et autres titres immobilisés		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	812 047	(53 542 551)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la sté mère	(7 409 745)	(7 408 769)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		
Variation des autres fonds propres	(40 434)	(40 434)
Augmentation de capital ou apports		
Encaissements provenant d'emprunts	255 060 250	100 000 000
Remboursements d'emprunts	(252 866 353)	(19 332 785)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(5 256 283)	73 218 012
Variation de trésorerie	5 119 299	12 924 765
Trésorerie Ouverture	42 316 057	47 435 356
Trésorerie Clôture	47 435 356	60 360 121
Reclasse sur trésorerie d'ouverture		
Incidence des variations des taux de change		

A- Faits marquants de l'exercice :

En 2019, Séché Environnement a poursuivi sa croissance externe à l'international.

Le 31 janvier 2019, Séché Environnement a acquis une participation complémentaire au capital de Kanay (filiale au Pérou), portant ainsi sa participation de 49% à 100% du capital.

Séché Environnement a procédé en Janvier 2019 à l'acquisition de 100% du capital d'Interwaste Holdings Limited, au travers de Séché South Africa Proprietary Limited, sa filiale sud-africaine.

En Avril 2019, avec l'acquisition de 90% de la société Mecomer en Italie, Séché Environnement conforte sa position d'acteur européen de la valorisation et du traitement des déchets industriels dangereux.

En octobre 2019, Séché Environnement a acquis 70% de la société Chilienne Ciclo via sa filiale Séché Chile Spa.

Par ailleurs, Séché Environnement a procédé le 20 Mai 2019 à une nouvelle émission d'emprunt obligataire d'un montant de 80 Millions d'euros, répartie en 2 tranches auprès d'investisseurs français et européens :

- 60 millions d'euros à maturité 7 ans, portant un coupon de 2.9%
- 20 millions d'euros à maturité 8 ans, portant un coupon de 3.05%

Cette émission a permis le refinancement des acquisitions réalisées à l'international.

Changement de méthode des Engagements de retraite et avantages assimilés :

Les engagements de retraite et les médailles du travail sont évalués conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 07 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ils sont évalués annuellement par un actuaire indépendant selon la méthode des Unités de Crédits Projetées. **A compter du 1 janvier 2019, la société a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor.**

Suite à ce changement de méthode, le montant des pertes et gains actuariels restant à amortir et mentionné en engagement hors bilan s'élève à 28 754€.

La première application de cette méthode constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article 122-2 du PCG. La société ayant comptabilisé la totalité des écarts actuariels en résultat au 31 décembre 2018, il n'y a pas d'impact dans les réserves à constater au 01 janvier 2019 au titre de l'application du corridor.

B- Principes et méthodes comptables :

1- Règles et méthodes comptables

Les comptes de la société SECHE ENVIRONNEMENT sont établis en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en France (Code du Commerce – articles L123-12 à L123-28), règlements ANC 2014-03, ANC 2015-05 et ANC 2018-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * de continuité de l'exploitation
- * de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- * d'indépendance des exercices
- * et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2- Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, logiciels, know-how) sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

3- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Depuis le 1er Janvier 2005, la méthode par composants est utilisée dans la mesure du possible. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité prévue :

Installations techniques et agencements	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 10 ans

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément corporel vient à décliner de façon durable.

4- Immobilisations financières

Le poste "Titres de participation" correspond au coût d'achat des titres de sociétés sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre leur valeur estimative et leur valeur comptable.

La valeur estimative :

- * des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement dans les comptes consolidés du Groupe est déterminée en tenant compte d'une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie attendus sur chaque société, nette de l'endettement. Cette actualisation est réalisée au taux de 4,90% et sur une durée de 6 ans, le sixième flux correspondant à une valeur terminale extrapolée sur la base du cinquième flux projeté au taux de croissance à l'infini de 0,2% ;

* des sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette consolidée.

Les titres cotés sont enregistrés à leur coût d'achat et leur éventuelle provision pour dépréciation est calculée sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice. Les droits de mutation, honoraires, frais d'actes liés à l'acquisition des titres, frais de refinancement sont comptabilisés en charges.

Le poste "Autres immobilisations financières" est composé d'actions propres pour un montant de 2 631 324 euros. Ces 53 802 actions présentaient une valeur de marché de 2 022 955 euros au 31 Décembre 2018 (sur la base du cours de clôture, soit 37,6 euros). Ces actions propres sont dépréciées à hauteur de 736 421€ au 31 décembre 2019.

5- Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable.

6- Valeurs mobilières de placements

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de Sicav monétaires et dépôts à terme :

* Les Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable, sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est supérieure au cours de bourse ou, à défaut, à la valeur probable de négociation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;

* Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

7- Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

8- Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

9- Retraites et engagements assimilés

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements s'élèvent à 677 500 € au 31/12/2019, et les actifs de couverture à 473 293€. Compte tenu des écarts actuariels qui s'élèvent à 28 754 €, la provision pour indemnités de départs comptabilisée au bilan en provision pour charge s'élève à 175 454€.

Compte tenu de la législation française, la seule obligation de la société en termes d'engagements de retraite est le versement à ses salariés d'une indemnité lors de leur départ à la retraite calculée selon la convention collective et les accords d'établissement applicables à la société.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- a) une hypothèse de date de départ à la retraite fixée comprise entre 60 ans et 67 ans en fonction de la date de naissance

Année de naissance	Durée de cotisation	Age minimum de départ en retraite	Age taux plein sans condition
1948 et avant	40 ans	60 ans	65 ans
1949	40 ans 1/4	60 ans	65 ans
1950	40 ans 1/2	60 ans	65 ans
1951	40 ans 3/4	60 ans + 4 mois(*)	65 ans + 4 mois (*)
1952	41 ans	60 ans + 9 mois	65 ans + 9 mois
1953	41 ans 1/4	61 ans + 2 mois	66 ans + 2 mois
1954	41 ans 1/4	61 ans + 7 mois	66 ans + 7 mois
1955-1957	41 ans 1/2	62 ans	67 ans
1958-1960	41 ans 3/4		
1961-1963	42		
1964-1966	42 ans 1/4	62 ans	67 ans
1967-1969	42 ans 1/2		
1970-1972	42 ans 3/4		
1973 et après	43		

- b) un taux d'actualisation financière de 0.7 %
c) des hypothèses d'augmentation de salaires de 2%
d) d'espérances de vie (tables de l'INSEE par sexe)
e) des taux de rotation du personnel fonction des âges et avec distinction cadre et non cadre évalué conformément aux recommandations de la CNCC

	CADRES	NON CADRES
Moins de 25 ans	5,00%	6,50%
25 -29 ans	5,00%	6,50%
30 -34 ans	4,00%	3,50%
35 -39 ans	4,00%	2,50%
40 -44 ans	2,75%	2,00%
45 -49 ans	2,75%	1,50%
50 -54 ans	2,00%	1,25%
55 -59 ans	0,50%	1,00%
60 ans et plus	0,00%	0,00%

f) un taux de charges sociales de 46 % pour les cadres et 41 % pour les non cadres. Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, la société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor. Les gains et pertes actuariels résultent de changements d'hypothèses et des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, les écarts actuariels sont amortis à compter de l'exercice suivant sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés.

Ainsi, la provision représente la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents et les actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes, nette des pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

Les informations relatives aux engagements de retraite sont précisées dans la note des Engagements Financiers Hors Bilan.

Médaille du travail

La valeur des engagements Médailles du travail au 31/12/2019 s'élève à 9 291€.

La médaille du travail est destinée à récompenser certains salariés pour l'ancienneté de leurs services au sein de la société. Les hypothèses et le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite, à l'exception du taux de charges sociales (pas de charges sociales s'agissant de médaille d'honneur).

L'obligation de verser ces gratifications prévues aux salariés présents à la clôture de l'exercice fait l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan pour la totalité des engagements.

10- Opérations en devises

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

11- Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat sont déterminés en retenant la conception du Plan Comptable Général ; ils incluent donc les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont inhabituels dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

12- Participation & Intéressement des salariés

Un accord de participation mutualisé sur le périmètre des filières DND (Déchets Non Dangereux) et Services dont les filiales sont basées dans les régions Pays de Loire et Poitou-Charentes a été signé en date du 21 janvier 2014. Il a été conclu pour une durée indéterminée et continue à s'appliquer.

13- Centralisation des paiements de TVA

Le Groupe a opté en faveur du régime de centralisation des paiements de la TVA et des taxes assimilées en date du 1er Janvier 2013 par convention du 10 décembre 2012. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 50% par Séché Environnement SA.

14- Périmètre d'Intégration Fiscale

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale le 1er janvier 2000. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95% par Séché Environnement SA.

Les économies d'impôt, réalisées par le Groupe et liées aux déficits, sont conservées chez la Société mère Séché Environnement et considérées comme un gain immédiat de l'exercice. La Société constate une provision pour risque, égale à l'impôt correspondant aux déficits des sociétés filles, nés pendant l'intégration fiscale.

15- Trésorerie de Groupe

Séché Environnement SA a mis en place un système de gestion centralisée de trésorerie conformément à l'article 12 chapitre 11 de la loi n° 84-46 du 24/01/1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

16- Instruments financiers

Afin de gérer son exposition au risque de taux, Séché Environnement SA utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier plan. Séché Environnement SA utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des caps, floors et collars pour gérer son risque de taux lié au financement :

* les swaps utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer d'un taux variable à un taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêt, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Notamment, le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêt sur la durée de vie des passifs couverts ;

* les swaptions utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent ;

* les caps, floors et collars permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Les actifs et passifs du bilan, directement ou indirectement concernés par ces instruments financiers, font l'objet en fin d'exercice, d'une évaluation en application des principes comptables propres à leur nature.

La juste valeur des instruments financiers ci-dessous au 31/12/2019 s'établit à :

- Swap : -51 K€
- Cap : -198 K€
- Collar : -23 K€

17- Nom de la société consolidante :

Séché Environnement SA est la société mère du Groupe Séché Environnement

Par ailleurs, le Groupe Séché Environnement est un palier consolidé par le Groupe SECHE SAS au capital de 103 304 070 €

Siège social - Les Hêtres CS 20020 53811 Changé Cedex 09

RCS Laval B 413 957 804

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenus à l'adresse ci-dessus

Note 1 - Immobilisations corporelles et incorporelles - Valeur Brute

(en euros)	Valeur brute Début Exercice Décembre 2018	Acquisitions Apports, création	Diminutions Par Cessions, mise hors service	Autres Mts (virt compte à compte)	Valeur brute Fin Exercice Décembre 2019
	Libelles				
Immobilisations incorporelles					
Frais établisst, recherche et développement					
Autres immobilisations incorporelles	194 440				194 440
Immobilisations incorporelles - valeur brute	194 440				194 440
Immobilisations corporelles					
Terrains et constructions		3 000			3 000
Installations techniques	28 223				28 223
Installations générales, agets et divers	5 292				5 292
Matériel de transport	211 494	14 400	(42 299)		183 595
Matériel de bureau	500 929	6 651			507 580
Immeubles de placement					
Immobilisations corporelles en concession					
Immobilisations corporelles en cours	13 538	24 277	(13 538)		24 277
Avances et acomptes sur immob. corporelles					
Immobilisations corporelles - valeur brute	759 476	48 328	(55 837)		751 967
Total Général	953 916	48 328	(55 837)		946 407

Note 2 - Immobilisations corporelles et incorporelles - Amortissements

(en euros)	Montant Début Exercice Décembre 2018	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Autres Mts (virt compte à compte)	Montant Fin Exercice Décembre 2019
	Libelles				
Immobilisations incorporelles					
Frais établisst, recherche et développpt - Amort					
Autres immobilisations incorporelles - Amort	150 742	23 067			173 809
Immobilisations incorporelles - amortissements	150 742	23 067			173 809
Immobilisations corporelles					
Terrains et constructions Amort		312			312
Installations techniques - Amort.	27 610	264			27 875
Installations générales, agets et divers Amort	4 833	263			5 096
Matériel de transport - Amort.	211 494	368	(28 267)		183 595
Matériel de bureau - Amort.	451 470	21 904			473 374
Immeubles de placement - Amort.					
Immobilisations corporelles en concession - Amort					
Immobilisations corporelles - amortissements	695 407	23 111	(28 267)		690 251
Total Général	846 149	46 178	(28 267)		864 060

Note 3 - Immobilisations financières - Valeur Brute

(en euros)	Valeur brute	Acquisitions	Diminutions	Autres Mts (virt compte à compte)	Valeur brute
	Début Exercice Décembre 2018	Apports, création	Par Cessions, mise hors service		Fin Exercice Décembre 2019
Libellés					
Titres de participation	465 198 440	46 492 790	(6 052 533)		505 638 697
Autres titres immobilisés	3 397 708		(80 000)		3 317 708
Créances rattachées à participation et prêts	35 770 676	20 025 913	(9 980 080)		45 816 510
Actions propres	2 629 467	3 816 269	(3 814 411)		2 631 324
Autres immobilisations financières	791 150	500 000	(648 100)	0	643 050
Immobilisations financières brutes	507 787 442	70 834 972	(20 575 125)	0	558 047 289

Détail des titres de participation

(en euros)	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
	2018			2019
Libellés				
Sociétés civiles immobilières	1 251 784	1 251 784		1 251 784
Sociétés commerciales	310 062 471	504 386 913	147 835 930	356 550 982
Total	311 314 255	505 638 697	147 835 930	357 802 766

Note 4 - Valeurs mobilières de placement

(en euros)	31 Décembre 2019
	Montant
Sicav	
Dépôts à terme	15 004 000
Produits à recevoir	
Total Valeurs Mobilières de Placement	15 004 000

Note 5 . 1 - Échéances des créances

<u>CREANCES (en euros)</u>	Valeur brute Fin Décembre 2019	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<i>Libellés</i>			
Créances rattachées	45 759 119	10 735 959	35 023 160
Prêts	57 391		57 391
Autres immobilisations financières	6 592 082		6 592 082
Créances de l'Actif Immobilisé	52 408 592	10 735 959	41 672 633
Clients douteux			
Autres créances clients	5 067 089	5 067 089	
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux			
Etat - Autres créances	505 881	505 881	
Etat - Impôts sur les bénéfices	1 640 787	1 215 749	425 038
Débiteurs divers	1 175 267	1 175 267	
Groupe et associés	132 749 743	132 749 743	
Créances de l'Actif Circulant	141 138 767	140 713 730	425 038
Charges constatées d'avance	9 875	9 875	
Charges de régularisation	2 153 904	544 063	1 609 841
Total Général	195 711 139	152 003 627	43 707 512

Note 5 . 2 - ÉCHEANCES des DETTES

<u>DETTES (en euros)</u>	Décembre 2019	Moins 1 an	A +1 an & < 5 ans	A + de 5 ans
Auprès des Etablissements de crédit (*)	136 430 392	21 017 456	111 053 577	4 359 359
Emprunts et dettes financières divers (**)	255 246 241	224 241	37 000 000	218 022 000
Total Échéances Dettes Financières	391 676 634	21 241 698	148 053 577	222 381 359
Fournisseurs et comptes rattachés	4 219 874	4 219 874		
Personnel et comptes rattachés	306 787	306 787		
Dettes organismes sociaux	323 363	323 363		
Dettes fiscales (hors IS-TVA-TGAP-Taxe Locale)	8 348 875	8 348 875		
Etat - Impôts sur les bénéfices (P)				
Fournisseurs d'immobilisations	6 491 354	6 491 354		
Groupe et associés	38 417 922	38 417 922		
Autres dettes	2 299	2 299		
Total Echéances Passif Circulant	58 110 475	58 110 475		
Produits constatés d'avance	31 280	31 280		
Total Echéances Cptes Régul Passif	31 280	31 280		
Total Echéances Dettes	449 818 388	79 383 452	148 053 577	222 381 359

* Emprunts remboursés en cours d'exercice : 17 702 785 Emprunts souscrits en cours d'exercice: 20 000 000

** Dettes rattachées à participations remboursées en cours d'exercice : 1 630 000 Dettes rattachées à participations souscrites en cours d'exercice: 0

** Emprunts obligataires remboursés en cours d'exercice : 0 Emprunts obligataires souscrits en cours d'exercice: 80 000 000

Note 6 - Composition du CAPITAL SOCIAL

		<u>Nombre</u>	<u>Valeur nominale</u>
1- Actions composant le capital social au	31 Décembre 2018	7 857 732	0,20 €
Augmentation de capital			
Diminution du capital			
2- Actions composant le capital social au	31 Décembre 2019	7 857 732	0,20 €

Note 7 - Tableau de Variation des CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres au	31 Décembre 2018	101 260 122
Augmentation de capital		
Diminution de capital		
Dividendes (-)		(7 408 769)
Variations subv. Invest. provisions réglementées		238
Résultat de l'exercice		33 387 735
Autres mouvements		
Capitaux propres au	31 Décembre 2019	127 239 327

Note 8 - PROVISIONS

(en euros)	Montant Début	Mouvements de l'exercice				Montant Fin
	Exercice	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées et transfert de comptes	Exercice
Libellés						
Provisions réglementées	1 041	0	355	(117)	0	1 279
Provisions perte de change	0	0	603 426	0	0	603 426
Provisions pour risques	33 428 123	0	0	(123 167)	0	33 304 956
Provisions pour charges	129 023	0	57 876	(2 154)	0	184 745
Provisions pour risques et charges	33 557 146	0	661 302	(125 321)	0	34 093 127
Prov. sur immob. incorporelles	0	0	0	0	0	0
Prov. sur immob. corporelles	0	0	0	0	0	0
Prov. autres immob. financières	157 476 300	0	399 607	(6 504 580)	0	151 371 327
Provisions sur stock	0	0	0	0	0	0
Provisions comptes clients	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciation	28 500	0	0	0	0	28 500
Provisions pour dépréciation	157 504 800	0	399 607	(6 504 580)	0	151 399 827
Total Général	191 062 987	0	1 061 264	(6 630 018)	0	185 494 234

Les provisions pour risques correspondent aux provisions pour restitution des déficits aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale comme évoqué à la note 14 – Périmètre d'intégration fiscale.

Note 9 -Charges à payer

(en euros)	31 Décembre 2019
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 204 870
Emprunts et dettes financières diverses	1 491
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	986 873
Clients, avoirs à établir	
Dettes fiscales et sociales	745 885
Intérêts courus sur comptes courants créditeurs	62 453
Dettes diverses	
Total Charges à payer	5 001 573

Note 10 – Charges à répartir

	Montant net début exercice	Augmentation	Dot. aux amort..	Montant net fin exercice
Charges à répartir	2 348 004	374 850	568 950	2 153 904

Les charges à répartir correspondent aux frais de souscription d'emprunt.

En 2019 ces frais se sont élevés à 374 850€. Ils sont amortis selon la méthode du TIE sur la durée de l'emprunt.

Note 11 -Produits à recevoir

(en euros)	31 Décembre 2019
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées aux participations	94 727
Créances clients et comptes rattachés	
Créances fiscales et sociales	200 902
Autres créances d'exploitation	550 403
Intérêts courus sur comptes courants débiteurs	1 535 092
Valeurs mobilières de placement	
Total Produits à recevoir	2 381 124

Note 12 -Charges et Produits constatés d'avance

(en euros)	31 Décembre 2019	
	Charges	Produits
Autres	9 875	31 280
Total	9 875	31 280

Note 13 -Entreprises liées et participations

(en euros)	Montant concernant les entreprises	
Postes du Bilan	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
<u>ACTIF</u>		
Titres de participation	503 855 875	1 782 822
Créances rattachées à des participations	45 759 119	0
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	4 983 731	
Comptes courants débiteurs (yc ICNE)	126 133 074	151 214
Autres créances	6 648 754	
Total Actif	687 380 553	1 934 036
<u>PASSIF</u>		
Dettes financières	221 677	
Dettes d'exploitation	1 507 407	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 260	
Autres dettes		
Comptes courants créditeurs (yc ICNE)	38 417 922	
Total Passif	40 148 266	

- Un bail commercial avec la société Groupe Séché, a été autorisé par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Ce bail est conclu pour une durée de 9 ans, pour une surface de 840 m2 en jouissance privative et de 400 m2 Loi Carrez en jouissance commune avec la société Groupe Séché au niveau du 54^{ème} étage de la Tour Montparnasse ainsi que de 25 emplacements de parking et 207.6m2 de local d'archives en jouissance exclusive.
- Une convention d'animation avec la société Groupe Séché a été autorisée par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Cette convention est conclue pour une durée débutant le 2 Mai 2016 et se terminant le 31 décembre 2019, renouvelée par tacite reconduction pour 3 ans.

La société Groupe Séché fournit à la société et à ses filiales des services dans divers domaines (stratégie, commercial, financière, juridique).

Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée pour ces conventions représente 2.7 M€.

Note 14 – Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant Impôt et après participation	Impôt Théorique	Report Déficitaire	Effet intégration fiscale	Impôt du	Résultat net
Résultat exploitation	(5 731 677)					(5 731 677)
Résultat financier	35 416 960					35 416 960
Résultat courant avant rés except et avant impôts	29 685 282	(4 129 210)	4 129 210		0	29 685 282
Crédits impôts		(26 996)			(26 996)	26 996
Résultat exceptionnel	(5 451 019)	484 053	(484 053)	0	0	(5 451 019)
Correction d'impôt				(151 712)	(151 712)	151 712
Intégration fiscale				(8 974 764)	(8 974 764)	8 974 764
Total	24 234 263	(3 672 153)	3 645 157	(9 126 476)	(9 153 472)	33 387 735

Note 15 - Incidences des Evaluations Fiscales Dérogatoires

	31 Décembre 2019
(en euros)	Montant
Résultat de l'Exercice	33 387 735
Impôt sur les bénéfices	(9 153 472)
Résultat Avant Impôt	24 234 263
Variations des provisions réglementées - Amortissements dérogatoires	238
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (AVT IMPOT)	24 234 501

Note 16 -Variation des impôts différés ou latents

<u>Accroissements et allègements de la dette future d'impôt</u>	31 Décembre 2019
Nature des Différences Temporaires (en euros)	Montant bases
Amortissements dérogatoires	1 279
Total des accroissements futurs	1 279
Provisions pour pensions et retraites	175 454
Autres charges comptab. non déduites	850 022
Montant des reports déficitaires	96 988 604
Total des allègements futurs	98 014 080

Note 17 -Ventilation du chiffre d'affaires

(en euros)	31 Décembre 2019
Locations immobilières	230 917
Prestations de services	11 489 013
Refacturations diverses	714 516
Total Chiffre d'affaires	12 434 447

Note 18 -Transferts de charges

(en euros)	31 Décembre 2019
Transfert de charge d'exploitation	378 510
Transfert de charge avantage en nature	41 160
Transfert de charge Rbt IDR / IFC	
Autres	
Total Transferts de charges	419 670

Note 19 - Résultat FINANCIER

(en euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts et charges financières	8 973 292		10 863 116	
Produits financiers et assimilés		26 354 788		40 757 834
Reprises ou dotations (-) provisions financières nettes	14 129 109	26 805	1 003 033	6 504 580
Transfert de charges financières				
Différence de change réalisée nette	2 294	2 330	50 212	70 906
Totaux	23 104 694	26 383 924	11 916 361	47 333 320
Résultat Financier		3 279 229		35 416 960

Note 20 - Résultat FINANCIER réalisé avec les entreprises liées

(en euros)	Décembre 2018		Décembre 2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts et charges financières	487 547		348 524	
Produits financiers et assimilés		26 036 911		40 530 075
Transfert de charges financières				
Totaux	487 547	26 036 911	348 524	40 530 075
Résultat financier réalisé avec les entreprises liées		25 549 365		40 181 551

Note 21 –Résultat exceptionnel

(en euros)	31 Décembre 2018		31 Décembre 2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits exceptionnels sur op. de gestion		539 870		520 000
Charges except. sur op de gestion	26 264		92 911	
Résultat sur op de gestion		513 606		427 089
Produits exceptionnels sur op. de capital		4 198 708		3 893 477
Charges except. sur op de capital	2 457 509		9 894 514	
Résultat sur op de capital		1 741 199	6 001 037	
Rep. provisions except.		4 517 769		123 284
Dotations except. aux amortis et provisions	356		355	
Autres provisions		4 517 414		122 929
Transferts de charges exceptionnelles				
Totaux	2 484 129	9 256 347	9 987 781	4 536 761
Résultat Exceptionnel		6 772 218	(5 451 019)	

Note 22 -Effectif moyen

	31 Décembre 2019
Cadres	22
ETAM	6
Ouvriers	
Autres	
Total	28

Note 23 –Rémunération Globale par catégorie de dirigeants

	Montant (en Euros)
Rémunération des dirigeants	631 211
<i>Dont rémunération des administrateurs</i>	<i>631 211</i>

Note 24 -Engagements financiers Hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES

Séché Environnement a fourni une garantie de bonne fin aux communautés urbaines de Strasbourg, Nantes Métropole et Pau pour les contrats de Délégation de Service Public signés avec ces opérateurs.

Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante	(en milliers d'euros)	Montant
Engagements donnés		
- Garanties financières		118 430
- Engagements de retraite		28 754
Total		147 184

Engagements donnés dans le cadre de l'endettement	(en milliers d'euros)	Total
Pensions, indemnités		
- Avals		16 709
- Cautions		1 252
- Garanties		9 185
- Autres		
Total		27 146

Engagements hors bilan donnés dans le cadre de l'activité de gestion de taux d'intérêt	(en milliers d'euros)	Montant
Engagements donnés		
- Swap		10 000
- Cap		65 000
- Collar		15 000
- Instruments non éligibles		
Total		90 000

Note 25 - Filiales et participations : franchissement des seuils légaux

FILIALES FRANÇAISES

EXERCICE 2019	Capital	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	VB COMPTABLE TITRES DETENUS	VALEUR NETTE COMPTABLE DES TITRES DETENUS	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avoirs et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA
SASU Alceia	2 500	374	100,00%	4 710	4 710	919	563	14 227	340	-
SASU Beam Environnement	500	304	100,00%	5 243	5 243	-	6 136	11 528	591	-
SASU Dierim	152	15 920	100,00%	12 832	12 832	1 258	8 736	37 965	5 909	10 000
SAS Seche Alliance	48	1 254	99,94%	1 236	1 236	2 194	-	15 777	228	-
SAS Gabarre Energie	600	16	51,00%	306	306	-	-	1 685	247	-
SCI LCCDL	8	404	99,80%	87	87	-	-	81	49	100
SCI Mizozoles	160	3 650	99,99%	1 059	1 059	0	-	941	527	2 000
SASU Opale Environnement	1 000	830	100,00%	8 278	8 278	2 503	2 922	11 337	68	-
SASU Seche Développement	10	182	100,00%	1 830	1 830	-	-	11 845	51	-
SCI Les Chênes Seus	8	239	99,80%	66	66	636	-	16	26	-
SAS Seregnis	400	710	80,00%	320	320	402	-	1 982	207	58
SAS Seche Eco-industries	2 011	45 599	100,00%	27 987	27 987	12 990	44 423	116 509	17 501	19 987
SAS Seche Eco-services	500	7 991	99,98%	496	496	4 442	7 404	94 088	1 030	-
SAS Seche Heatcare	250	2 026	100,00%	8 798	8 798	3 774	-	4 162	1 973	-
SAS Sierneval	4 000	2 251	99,90%	19 743	19 743	42 876	9 888	47 168	5 613	-
SAS Seche Transports	192	1 633	99,50%	530	530	-	-	33 967	500	-
SAS Tired	15 000	4 682	100,00%	295 763	139 426	27 765	33 901	130 626	4 254	-
SASU Trade Services	3 809	2 046	100,00%	16 135	-	1 897	2 719	60 463	1 933	-
SASU Speechim Processing	150	6 155	100,00%	18 750	18 750	4 185	1 151	29 873	1 688	1 500
SAS EcoSole de la Croix-Heille	100	4 319	99,00%	13 339	13 339	748	1 975	10 137	251	990
SAS Seche Env. Ouest	820	313	100,00%	1 663	-	277	-	5 923	477	-
SASU Seche Urgences Interventions	150	2 232	100,00%	150	150	-	-	9 911	2 232	-
SAS Kiaro Energy	8	nc	24,00%	2	2	131	-	nc	nc	-
SA La Barre Thomas	375	251	40,00%	216	50	-	-	3 936	15	-
SA Sogad	75	520	50,00%	1 513	1 513	-	-	3 979	116	325
SAEM Transval	150	nc	35,00%	53	37	-	-	nc	nc	-

FILIALES ETRANGERES

EXERCICE 2019	Capital	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	VB COMPTABLE TITRES DETENUS	VALEUR NETTE COMPTABLE DES TITRES DETENUS	Prêts et avances consentis par la société et non encore	Montant des avoirs et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR
Taris	795	4 370	100,00%	10 893	10 893	2 365	-	11 400	263	126
SADM Chili	7 844	2 335	99,99%	7 668	7 668	6 426	205	7 019	57	-
Salanca SL	343	7 817	76,00%	23 332	23 332	7 333	-	13 340	2 388	1 870
UTM gndH	31	986	100,00%	4 053	4 053	-	350	2 597	164	20
Karay	360	8 704	100,00%	4 876	4 876	265	12 536	3 381	3 845	-
Seche South Africa	-	4 788	100,00%	-	-	38 057	-	34 846	6 559	-
MECOMER	52	14 446	90,00%	39 150	39 150	-	-	706	475	-
DEPO	52	1 049	90,00%	1 530	1 530	808	-	-	-	-
SECHE CHILE	1	120	100,00%	1	1	7 126	-	-	128	-

TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)	2015	2016	2017	2018	2019
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546
Nombre des actions ordinaires existantes	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	13 432 560	12 450 229	12 304 289	12 152 145	12 434 447
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	23 214 822	19 000 414	9 670 887	15 227 544	19 280 638
Impôts sur les bénéfices	(9 055 475)	(7 497 925)	(7 843 492)	(9 041 219)	(9 153 472)
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	27 300 155	19 474 371	8 288 347	12 461 360	33 387 735
Résultat distribué	7 464 845	7 464 845	7 464 845	7 464 845	7 464 845
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	4,11	3,37	2,23	3,09	3,62
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,47	2,48	1,05	1,59	4,25
Dividende attribué à chaque action (1)	0,95	0,95	0,95	0,95	0,95
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	27	28	27	29	28
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 756 285	3 072 478	3 078 141	3 227 442	3 183 525
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité soc, œuvres soc)	1 147 050	1 307 350	1 323 973	1 281 416	1 307 225

(1) - Sous réserve de l'approbation à l'Assemblée Générale du